

*Décentralisation*

Voilà le genre de planification dont la région a besoin et je doute que cela exige beaucoup d'efforts. Des représentants de l'industrie de l'électronique ont déjà affirmé que pour une modeste somme d'argent, \$250,000, nous pourrions amorcer dans la région de la Capitale nationale, à condition que tous les paliers de gouvernement collaborent, ce type de planification à long terme qui pourrait profiter à l'industrie, à nos relations avec les autres pays, puisque c'est dans ce domaine de la technologie de pointe que nous avons pu concurrencer favorablement le Japon et d'autres géants industriels qui sont des adversaires formidables. Oui, nous avons cette chance à portée de la main.

A propos de nouvelles possibilités de développement, nous devons nous demander s'il convient que la Capitale nationale de notre pays ne soit reliée directement qu'à une seule ville des États-Unis, notre grand associé commercial. Nous sommes reliés par une société aérienne américaine, même pas une société canadienne, à la ville de Washington. Quand nous parlons de liaisons aériennes avec des représentants de la Société de développement commercial et industriel ou avec des conseillers municipaux, ceux-ci nous disent que pour attirer de nouvelles industries, de nouvelles entreprises dans la région de la Capitale nationale, nous devons d'abord établir des liaisons directes avec Chicago, New York et Boston. Les liaisons aériennes de ce genre sont très importantes.

Le gouvernement possède les pouvoirs nécessaires pour établir de telles liaisons. Il y a des entreprises qui voudraient s'établir quelque part au Canada, notamment dans la région de la Capitale nationale. Pour qu'elles le fassent, il doit y avoir la possibilité de se rendre facilement et rapidement aux États-Unis. Comme le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne), le secrétaire d'État (M. Fox) et le ministre d'État (M. Lumley) sont tous ici ce soir, je leur demande d'en parler à leur collègue, le ministre des Transports (M. Pepin) et de l'exhorter à y songer.

Il importe de prendre une mesure en ce sens. Je n'ai pas posé tellement de questions à la Chambre à ce sujet jusqu'ici parce que j'espère que ce développement se réalisera. Il importe pour les habitants de la région que le gouvernement fasse une annonce d'ici peu au sujet de la construction du centre de congrès à Ottawa. Il est extrêmement important qu'Ottawa puisse attirer des groupes nationaux et internationaux, non seulement dans le secteur non industriel, mais aussi dans l'ensemble du secteur des affaires. Cela permettrait à la Capitale nationale d'ouvrir une fenêtre sur le monde dans le domaine du commerce international.

Bien entendu, ce projet est important à cause des emplois qu'il créerait vu ce qui s'est passé par suite des déménagements à Hull. Ces déménagements ont attiré beaucoup de commerçants et de biens dans la région. Cela a imprimé une poussée au commerce, mais lorsque les travaux de construction ont été terminés, tout s'est arrêté. A cause de cela, l'industrie de la construction à Ottawa connaît de graves ennuis. Pourtant, la région a généralement la réputation d'être relativement prospère. C'est en effet une région prospère, mais il y a des problèmes pour les commerçants et certains autres travailleurs

qui ne sont pas à l'emploi du gouvernement ou de certains genres d'entreprises. La construction d'un centre de congrès, mettrait une grue dans le ciel ou peut-être deux ou trois et cela inciterait en même temps les hommes d'affaires à mettre en branle leurs propres projets de construction et à mettre leurs propres grues dans le ciel, ce qui serait un indice de prospérité.

Enfin, je voudrais parler de l'expansion directe du gouvernement dans cette région. Le gouvernement est le plus important propriétaire foncier que nous y trouvons. Voilà pourquoi la loi sur les subventions aux municipalités, étudiée en ce moment en comité, est une mesure législative importante pour la région de la Capitale nationale et pour d'autres régions du pays. A titre du plus important promoteur immobilier et du plus grand employeur, le gouvernement peut se développer dans la région. Ce à quoi je songe, en concluant mon discours, intéresse le ministre du Revenu national (M. Rompkey) qui était à la Chambre hier, quand j'ai commencé à parler de ce projet de loi.

Je parle d'une proposition qu'étudie en ce moment le ministre du Revenu national, dont j'ai eu l'honneur d'être le ministre, et qui vise la construction d'un nouveau centre de données fiscales dans notre région. Cette proposition est d'importance pour le ministère. A ses collègues qui voudront bien se renseigner auprès de lui, le ministre du Revenu national dira que le centre de données fiscales situé à Confederation Heights est surpeuplé. Les employés y travaillent dans des conditions peu propices au bon travail. L'espace est restreint pour le matériel utilisé.

Je sais qu'on a soumis au ministre, du moins à des fins d'étude, un projet de construction d'un centre de données fiscales. Le gouvernement du Canada est propriétaire d'un terrain de premier choix dans la région de la Capitale nationale; je parle de la parcelle de terrain de 400 acres, situé au coin du chemin Baseline et de l'avenue Woodroffe. Ce terrain devrait être partie d'un programme communautaire qu'on avait lancé à titre d'essai, à l'époque où l'honorable M. Basford était ministre d'État chargé des Affaires urbaines.

La municipalité régionale d'Ottawa-Carleton vient d'approuver l'idée d'un corridor de transport destiné à servir cette région. C'est un endroit idéal que le gouvernement devrait s'engager à retenir dans le domaine public. Il faciliterait énormément l'expansion vers l'ouest et vers le sud et le déménagement d'installations du gouvernement dans cette région. J'invite les collègues du ministre du Revenu et le ministre des Travaux publics à examiner très attentivement ce terrain en particulier. Pour tout projet d'expansion éventuelle, ce terrain est parfait. Il serait dommage de le morceler et de le vendre au secteur privé. Ce terrain devrait servir à des fins publiques, quelles qu'elles soient. Si je fais cette proposition au gouvernement, c'est que j'estime important que ce dernier s'engage à transférer des services hors du centre, non pas seulement à Hull, mais également ailleurs dans la région de la Capitale nationale.

Je n'ai pas l'intention de retarder plus longuement la discussion de ce projet de loi. Je remercie la Chambre de son indulgence.